

Automne 2021 Bulletin d'information

MPME Groupe de travail de l'OMC



12^{ème} CONFÉRENCE
MINISTÉRIELLE DE L'OMC
GENÈVE 2021

COORGANISÉE AVEC LE KAZAKHSTAN



MC12
GENÈVE
2021

1. REPORT DE LA CM12

À la fin de septembre 2021, le Groupe de travail sur les MPME a finalisé et approuvé une déclaration pour la CM12 ([WT/MIN\(21\)/1](#)). Les coauteurs de cette déclaration accueillent avec satisfaction les travaux menés par le Groupe depuis la Conférence de Buenos Aires, y compris l'ensemble de recommandations et déclarations adoptées le 11 décembre 2020 ([INF/MSME/4/Rev.2](#)), le lancement de la plate-forme Trade4MSMEs (examiné [ci-après](#)), et l'établissement des bases de données sur les accords commerciaux régionaux et les examens des politiques commerciales contenant les références aux MPME faites dans ces deux types de documents. La déclaration appelle aussi le Groupe de travail sur les MPME à promouvoir les meilleures pratiques et à tenir compte des besoins de ces entreprises pour le commerce, y compris en maintenant un dialogue avec le secteur privé. Elle reconnaît aussi les graves incidences de la COVID-19 sur les MPME et la nécessité de favoriser l'ouverture des échanges et l'accès à l'information.

Plus de 100 Membres de l'OMC se sont associés à cette déclaration et le Groupe de travail sur les MPME poursuit ses activités de sensibilisation. Toutefois, compte tenu du report de la CM12, l'approbation officielle du texte attendra la reconvoque de la douzième Conférence ministérielle de l'OMC.

Prochains événements en 2022:

- 8 février
- 11 mai
- 24 juin
- 12 octobre
- 8 décembre

Evénements passés:

25 juin 2021

Lancement de l'Initiative des champions numériques des petites entreprises

[Enregistrement](#)

28 juin 2021

Les MPME et le genre Présentation par Canada; Colombie; Le Salvador; Royaume-Uni; et Uruguay

[Enregistrement](#)

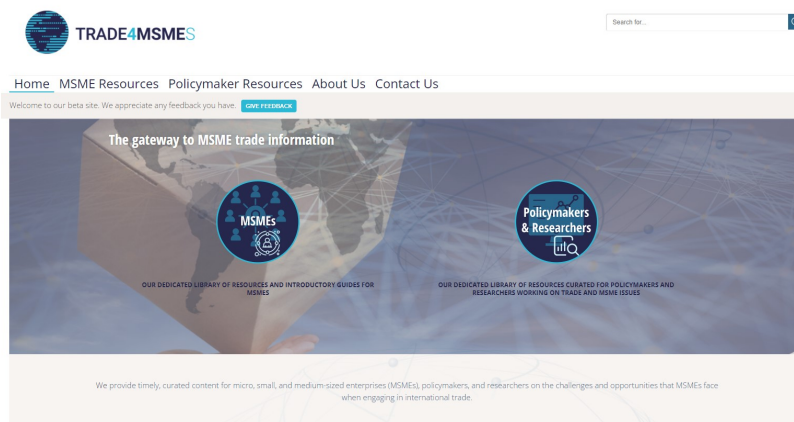
2 décembre 2021

Lancement de la plate-forme Trade4MSMEs

[Enregistrement](#)

Initiative des champions numériques des petites entreprises, remise des prix

[Enregistrement](#)



2. LANCEMENT DE LA PLATE-FORME TRADE4MSMES

Trade4MSMEs, une plate-forme Web développée par le Groupe de travail informel sur les MPME à l'initiative du Mexique, a été officiellement lancée le 2 décembre. Elle constitue une ressource tant pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) qui cherchent à participer au commerce international que pour les responsables politiques qui cherchent à aider leurs entreprises nationales à faire du commerce à l'étranger. Elle contient à la fois des guides succincts sur des sujets pertinents pour les utilisateurs et des bibliothèques de ressources distinctes contenant des renseignements choisis.

Pour les MPME, les guides fournissent des renseignements essentiels sur les étapes que les entreprises doivent suivre avant d'exporter ou d'importer des marchandises ou des services, par exemple sur la manière d'évaluer le potentiel d'exportation des marchés qu'elles ciblent et leur disposition à exporter. Ils contiennent également des liens vers les principaux documents commerciaux et des explications sur la manière dont les petites entreprises peuvent accéder au financement du commerce, tirer le meilleur parti des outils numériques et régler d'éventuels différends commerciaux.

La plate-forme Trade4MSMEs fournit aussi des renseignements pour les responsables politiques, les fonctionnaires gouvernementaux et les chercheurs, en exposant les questions importantes pour les MPME et en mettant en évidence les meilleures pratiques. Elle donne des renseignements sur les initiatives internationales et régionales visant les MPME et contient des liens vers des sources de données sur le commerce de ces entreprises disponibles à des fins d'analyse.

Le gouvernement canadien s'est également engagé à contribuer au soutien futur de la plate-forme Trade4MSMEs, financée par le Fonds de promotion du commerce et de l'investissement du Royaume-Uni (TAF2+) et UKAid. Les partenaires actuels sont notamment le Global Trade Helpdesk, la Chambre de commerce internationale et ses centres pour l'entrepreneuriat, le Centre du commerce international et Google. D'autres partenariats seront aussi développés dans les mois à venir.

Pour l'avenir, la plate-forme Trade4MSMEs sera traduite en français et en espagnol, et d'autres langues seront proposées par certains membres du Groupe de travail sur les MPME. Trade4MSMEs étant un outil vivant, les créateurs souhaitent développer d'autres outils et fonctionnalités qui pourraient

être utiles et seraient heureux de recevoir des informations en retour de la part des utilisateurs.

Voir la plate-forme Web Trade4MSMEs [ici](#).

Pour suggérer des ressources ou des modifications concernant la plate-forme Trade4MSMEs, veuillez utiliser ce [formulaire de contact](#).

3. INITIATIVE "DIGITAL CHAMPIONS FOR SMALL BUSINESS INITIATIVE" (LES PETITES ENTREPRISES CHAMPIONNES DU NUMÉRIQUE)

La COVID-19 a accéléré la tendance déjà croissante à la numérisation des entreprises, la part du commerce électronique dans le commerce de détail mondial étant passée de 14% en 2019 à 17% en 2020 ([Suite à la COVID-19, le numérique et le commerce électronique arrivent à un tournant de leur développement](#)). Cependant, toutes les entreprises n'ont pas le même accès à l'économie numérique, soit parce qu'elles manquent de savoir-faire ou n'ont pas accès aux ressources, soit en raison d'autres obstacles. Tout en reconnaissant que le fait d'intégrer davantage les MPME dans l'économie numérique est un moyen non seulement d'aider ces entreprises à s'adapter aux nouvelles exigences des consommateurs et à participer au commerce international, mais aussi de favoriser la résilience économique générale, le Groupe de travail informel sur les MPME, en partenariat avec la Chambre de commerce internationale (ICC) et le Centre du commerce international (ITC), et avec le soutien de Google et de Zoom, a lancé l'initiative "Digital Champions for Small Business" (Les petites entreprises championnes du numérique) lors de la Journée des MPME de 2021.

Plus d'une centaine d'associations professionnelles, de chambres de commerce et d'organisations non gouvernementales s'occupant des questions liées aux MPME et à la numérisation ont présenté des propositions. Quatre de ces propositions ont été retenues, à savoir celles présentées par la Chambre économique de la Macédoine du Nord, la Chambre de commerce de Lima, le TAITRA (Taïpei chinois) et TofaraOnline (Zimbabwe). Ces quatre institutions et leurs propositions sont décrites plus en détail ci-après.



Virtual Award Ceremony

2 décembre 2021.

[Vidéo](#)



СТОПАНСКА КОМОРА НА СЕВЕРНА МАКЕДОНИЈА
ECONOMIC CHAMBER OF NORTH MACEDONIA

CHAMBRE ÉCONOMIQUE DE LA MACÉDOINE DU NORD

À propos de la Chambre économique de la Macédoine du Nord

La Chambre économique de la Macédoine du Nord est une association d'entreprises et de professionnels qui fournit depuis 100 ans un soutien et des services à la communauté commerciale de la Macédoine du Nord et aux entreprises membres de cette communauté. Au cours de son histoire, elle a



Vidéo avec la Dr Elena Milevska Shtrbevska.

“Avec ce projet, [la Chambre économique de la Macédoine du Nord] aide les entreprises à passer au numérique et à faire face aux difficultés posées par la COVID-19. En outre, nous facilitons les exportations et le commerce international. Étant donné que nous célébrerons le centième anniversaire de la Chambre l'année prochaine, cette récompense est très importante pour nous car elle confirme notre engagement à l'égard de nos membres, et le fait que nous soyons une organisation ancienne et traditionnelle nous pousse à toujours nous tenir informés des dernières réalisations dans le monde des affaires, comme les processus de numérisation.”

- Dr Elena Milevska Shtrbevska, Vice-Présidente, Chambre économique de la Macédoine du Nord

joué le rôle de coordonnateur national et de partenaire dans le cadre de plusieurs projets internationaux, y compris avec la Banque mondiale, la Commission européenne, Eurochambres et la DIHK.

Le projet: Plate-forme pour la numérisation des processus et la délivrance de documents électroniques

La Chambre économique de la Macédoine du Nord s'emploie à numériser les processus commerciaux et à délivrer des documents électroniques certifiés et juridiquement contraignants pour les entreprises de la région des Balkans occidentaux. Elle a déjà lancé avec succès un projet pilote visant à numériser la délivrance des certificats d'origine. La solution globale proposée pour la numérisation des processus commerciaux consistera à remplacer les pratiques actuellement basées sur l'utilisation de papier. Non seulement les documents seront mis à disposition en ligne, mais la plate-forme distribuera aussi les documents aux bons destinataires au sein de la Chambre pour approbation et pour la création de documents; elle permettra la signature numérique, l'horodatage et le scellement, le paiement en ligne des redevances par les entreprises membres et la délivrance en ligne de certificats ou d'autres documents aux requérants. Les utilisateurs incluent les exportateurs de marchandises qui ont besoin d'un certificat d'origine des marchandises délivré par la Chambre; les transporteurs qui exportent des marchandises pour d'autres entreprises; les employés de la Chambre (utilisateurs des processus en rapport avec la clientèle et utilisateurs des processus internes de la Chambre); les membres de la Chambre ainsi que toute autre chambre économique et ses entreprises membres.

Des avantages substantiels ont déjà été enregistrés dans le cadre du projet pilote, y compris une réduction de 82% du temps nécessaire au traitement d'un certificat d'origine unique et l'élimination des frais d'impression (auparavant 0,5 euro par document) et des frais de transport.

Pourquoi ce projet a été retenu

La facilitation des échanges et la numérisation des documents sont deux considérations importantes pour le Groupe de travail de l'OMC sur les MPME. La proposition de la Chambre économique de la Macédoine du Nord soutient clairement ces deux objectifs en rendant les documents facilement accessibles en ligne pour les membres de la Chambre. Cette dernière cherche aussi à développer ce projet pour qu'il soit appliqué dans l'ensemble de la région des Balkans occidentaux et au-delà.

Délai de mise en œuvre

Un délai de 10 mois est prévu pour la numérisation complète du processus de délivrance des documents et la mise en œuvre de la proposition, y compris pour l'analyse des exigences de configuration et la création des modèles, la configuration des rôles des utilisateurs, des codes QR et des tests, et la configuration finale de l'environnement de production et du système.

CHAMBRE DE COMMERCE DE LIMA

À propos de la Chambre de commerce de Lima

La Chambre de commerce de Lima est une organisation sans but lucratif ayant 133 ans d'expérience et plus de 15 000 entreprises enregistrées dans tous les secteurs. Elle vise à promouvoir le développement durable des micro, petites, moyennes et grandes entreprises en respectant leurs droits légitimes, en facilitant les possibilités commerciales, en fournissant une assistance et des services et en stimulant leur compétitivité, ainsi qu'en favorisant les synergies public-privé et la coopération internationale.

Le projet: La nouvelle ère des chambres numériques

Pour favoriser le développement et la connectivité des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) au Pérou, le projet intitulé "La nouvelle ère des chambres numériques" propose de répondre à un certain nombre de questions que la Chambre de commerce de Lima a identifiées dans le cadre d'une enquête menée auprès de ses membres, à savoir le manque de personnel technique capable de concevoir, de mettre en œuvre et de développer des applications en matière de technologies de l'information, le manque de connaissances quant à ce que la technologie pourrait offrir aux entreprises et une mauvaise compréhension de la manière d'utiliser la technologie. Grâce aux plates-formes numériques de services aux entreprises déjà existantes de la Chambre de commerce de Lima, le projet susmentionné permettra de convertir tous les services de la Chambre, qui impliquent exclusivement des interactions en face à face, en services virtuels et d'accorder aux MPME visées un accès illimité à des salles Zoom pour pouvoir interagir virtuellement avec les consommateurs, les clients potentiels ou les fournisseurs dans leur "bureau Zoom". En outre, les MPME visées auront accès à des formations, des sessions de consultation, des réunions d'affaires et des foires virtuelles à des fins de réseautage, également via Zoom. La Chambre de commerce de Lima encourage également ses membres à utiliser Gmail pour les entreprises afin de créer des profils commerciaux et des contacts sur la base de données commerciales. Enfin, elle formera ses membres à l'utilisation de Google Workspace pour faciliter la collaboration entre les MPME utilisatrices.

Pourquoi ce projet a été retenu : L'accès à la formation et à l'information sur la numérisation est essentiel pour les MPME, en particulier compte tenu des incidences de la COVID-19. Tout comme ceux des sondages effectués par l'ITC et d'autres organismes, les résultats de l'enquête menée par la Chambre de commerce de Lima montrent que les MPME manquent de savoir-faire et d'accès à l'information. Ce projet a des objectifs clairs et une large incidence sur les 12 000 membres concernés, y compris une plate-forme de présentation des entreprises qui réunira 90 entreprises en ligne par semaine; un magazine numérique intitulé "La Cámara" qui compte plus de 200 000 abonnés et dans lequel les membres de la Chambre de commerce de Lima peuvent promouvoir leurs produits; la mise en place d'une plate-forme de réseautage à laquelle participent près de la moitié de ces membres; et une formation et des conseils sur la mise en place de sites Web pour les entreprises.



Vidéo avec Monica Chavez Camacho

"La nouvelle ère des chambres numériques" est un projet innovant qui aidera nos petites entreprises à surmonter les obstacles technologiques et à accéder plus facilement aux technologies. La Chambre de commerce de Lima est très reconnaissante pour ce concours car celui-ci a été une excellente occasion de présenter notre proposition en vue d'aider un plus grand nombre de petites entreprises grâce à leur transformation numérique."

-Monica Chavez Camacho



[Vidéo](#) avec Lin Fangmiao,
TAITRA La Secrétaire générale

*“Les MPME sont à l'avant-
garde des nouvelles idées et de
l'innovation et sont le plus
grand espoir du monde pour
construire un avenir meilleur.
Le TAITRA espère permettre à
davantage de MPME d'établir
des partenariats avec de jeunes
entreprises de technologies
numériques pour accéder aux
marchés mondiaux et exploiter
les immenses possibilités of-
fertes par la nouvelle économie
numérique..”*

-Lin Fangmiao,

TAITRA La Secrétaire générale

Délai de mise en œuvre

Le projet, y compris toutes les formations connexes et le développement des services numériques, devrait être mis en œuvre au début de 2023.

TAITRA

À propos du TAITRA

Le TAITRA est une organisation de promotion du commerce à but non lucratif située au Taipei chinois. Financé par le gouvernement et des organisations professionnelles, le TAITRA aide les entreprises à élargir leur portée mondiale. Avec une équipe de 1 300 spécialistes, 5 bureaux locaux et plus de 60 succursales dans le monde, le TAITRA a pour mission d'aider les entreprises du Taipei chinois à accroître leur part du marché international, de fournir des services de conseils aux entreprises et d'assumer le rôle d'"intégrateur intelligent" en complétant la politique publique et en répondant aux besoins de l'industrie pour tirer parti des nouvelles possibilités commerciales dans le monde entier.

Le projet: Plate-forme commerciale numérique pour faciliter l'"écosystème des MPME et des jeunes entreprises"

La plate-forme commerciale numérique du TAITRA visant à faciliter l'"écosystème des MPME et des jeunes entreprises" permettra le renforcement des capacités en matière de commerce numérique, en particulier la formation aux catalogues virtuels et à la présentation des marchandises en ligne. Le projet vise à aider les MPME à utiliser le commerce électronique et les technologies de démarrage à des fins de production de contenus numériques rentables, à accélérer la transformation numérique des MPME pour la commercialisation et la promotion numériques au niveau mondial et à accroître l'optimisation des contenus et la collaboration des MPME avec les marchés de commerce électronique transfrontières. Axé sur le commerce électronique, le programme offrira une formation axée sur les catalogues virtuels, sur la manière de présenter les caractéristiques et les visuels des produits et sur l'optimisation des contenus numériques, y compris la production de films au moyen de l'intelligence artificielle et la photographie commerciale professionnelle. La proposition inclut aussi la création d'une académie du commerce numérique pour établir des partenariats avec les leaders du commerce électronique en vue de dispenser des cours sur la transformation numérique, le commerce numérique, le marketing numérique et le commerce électronique transfrontières. Enfin, des cours en ligne seront dispensés



sur des sujets tels que la photographie commerciale, la commercialisation vidéo et le commerce électronique transfrontières.

Pourquoi ce projet a été retenu

La proposition du TAITRA concerne un projet de vaste portée susceptible de bénéficier à 4 000 MPME. Le thème de la proposition, à savoir l'affichage numérique et le commerce électronique, est également opportun compte tenu de l'augmentation des ventes en ligne résultant de la pandémie de COVID. Les formations proposées sont très ciblées puisqu'elles portent sur la présentation et l'affichage en ligne, deux compétences importantes pour attirer les clients. Dans l'ensemble, ces compétences peuvent faire la différence entre une entreprise en ligne prospère qui est prête à attirer des clients internationaux et une entreprise qui ne l'est pas.

Délai de mise en œuvre

La mise en œuvre du projet proposé et les formations devraient avoir lieu dans un délai de 10 mois, à commencer par la promotion du projet et la conception des 4 cours thématiques. Le TAITRA envisage de discuter avec les MPME pour confirmer leurs besoins et préparer des documents pour la formation. L'objectif ultime du projet est d'offrir aux MPME visées une exposition internationale grâce à la production et à la commercialisation de contenus numériques.

TOFARAONLINE

À propos de TofaraOnline:

TofaraOnline a été créé en 2017 et est une société de conseil en marketing numérique et en innovation basée au Zimbabwe. Son principal objectif est de donner aux femmes et aux jeunes les moyens d'intégrer le marketing numérique et les technologies émergentes dans le développement de leur entreprise. Pour ce faire, le projet prévoit une formation au marketing numérique sous différentes formes, y compris des formations en présentiel et des ateliers en ligne, et même via WhatsApp.

Le projet: Entrepreneur axé sur la technologie

Compte tenu du taux de chômage élevé en Afrique, ainsi que des fortes inégalités entre les genres, TofaraOnline dispensera une formation au marketing numérique pour renforcer les compétences des participants afin que ces derniers puissent accroître leur potentiel d'embauche ou faire du commerce électronique de manière indépendante. Des formations et des ateliers seront conçus pour ceux qui souhaitent comprendre les éléments clés de l'élaboration d'une campagne de commercialisation numérique efficace. Les outils et les documents en ligne porteront sur huit sujets, y compris une introduction au marketing numérique, la création et la gestion de contenus, le marketing des réseaux sociaux, le marketing via WhatsApp et par courriel, les stratégies et l'innovation en matière de marketing numérique, le marketing sur site Web/blog, le marketing d'affiliation et l'optimisation des moteurs de recherche. Les cours comprendront trois semaines de formation en ligne et un atelier en présentiel par mois pour certains participants.

Pourquoi ce projet a été retenu



Vidéo avec Tofara Chokera, la fondatrice de TofaraOnline

“Le chômage, la pauvreté et l'importante fracture numérique entre les genres sont des problèmes qui existaient déjà avant la COVID-19 et qui existent encore aujourd'hui en Afrique. Je pense que les MPME ont un énorme potentiel de création d'emplois décents et peuvent grandement contribuer à la croissance économique de tout pays. Toutefois, le manque de compétences numériques et de renseignements sur la manière dont celles-ci peuvent permettre aux entreprises de se développer en ligne a conduit à la fermeture d'entreprises et à la perte de nombreux emplois. L'initiative "Digital Champions for Small Business" (Les petites entreprises championnes du numérique) offre aux MPME une occasion d'acquérir les compétences numériques nécessaires pour entrer et survivre dans cette économie numérique. Nous apprécions les ressources qui nous sont données grâce au soutien de l'ITC, de l'OMC, de Zoom et de Google pour mener des activités de sensibilisation et diffuser des renseignements sur la manière dont la technologie et le marketing numérique peuvent aider les MPME à faire du commerce, à se développer et à devenir résilientes dans l'économie numérique.”

-Tofara Chokera

La proposition "Entrepreneur axé sur la technologie" est un projet clair dont les objectifs sont bien définis. Au moyen d'une proposition ciblée et bien articulée, TofaraOnline a annoncé clairement que l'organisation comprenait le marketing et son importance pour les entreprises aujourd'hui car de nombreuses MPME se digitalisent et tentent de s'orienter dans l'économie numérique et de trouver des moyens d'accroître leur visibilité en ligne.

Délai de mise en œuvre

Le cours de formation devrait débuter en janvier 2022 et se poursuivre chaque mois au cours du premier semestre de l'année.

4. EXPOSÉS PRÉSENTÉS AU GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL SUR LES MPME

Le Groupe de travail sur les MPME a entendu plusieurs exposés présentés par des organisations internationales, des fonctionnaires gouvernementaux et des organismes de soutien aux entreprises. On trouvera ci-après des résumés de ces différents exposés, qui sont désormais également disponibles sur la [page du site Web de l'OMC dédiée au Groupe de travail sur les MPME](#).

Global Trade Hub (Brésil)

Le Global Trade Hub est un partenariat public-privé soutenu par les gouvernements du Royaume-Uni et du Brésil et dont l'objectif est de créer un marché numérique pour les services commerciaux. Ce projet, financé par le Royaume-Uni en partenariat avec le gouvernement brésilien, vise à créer une solution numérique pour aider les MPME brésiliennes à s'internationaliser. Cette initiative est basée sur le concept de services intégrés pour les MPME dans le commerce international (ISMIT) du CEFAC-ONU, qui consiste à regrouper les services de commerce électronique sur une plate-forme pour faciliter l'accès aux services et le commerce des services pour les MPME. Le Global Trade Hub rassemblera des fournisseurs de services du secteur privé, des agences du gouvernement fédéral brésilien et des associations professionnelles nationales afin de créer "l'Amazon des services d'exportation" pour les entreprises brésiliennes qui cherchent à s'internationaliser. Il a été mis en place en septembre 2021 et devrait être opérationnel d'ici à 2022.

Politique du Canada relative aux envois de faible valeur

La politique du Canada régissant l'application de droits de douane aux envois de faible valeur peut simplifier les droits et taxes à la frontière. Le Canada applique à la fois un seuil d'expédition de faible valeur de 3 300 CAD et un seuil de *minimis* renouvelé pour les décrets de remise visant les importations par messenger (DRIM). Il applique différentes catégories de seuils de *minimis* pour les DRIM et les décrets de remise visant les importations par la poste (DRIP) en fonction de l'origine des importations, avec des exceptions pour certains produits d'importation comme l'alcool et le tabac, qui restent passibles de droits. Le Canada applique également le Système harmonisé (SH) pour certains envois par la poste ou par messenger, un processus de classification simplifié qui permet d'appliquer aux importations l'un des trois taux de droits NPF génériques, à condition que la valeur de l'envoi ne dépasse pas 500 CAD. Les marchandises



doivent aussi être importées pour un usage personnel ou domestique et certaines marchandises, y compris l'alcool et le tabac, ne sont pas admissibles au bénéfice de cette exemption. Dans l'ensemble, le Canada a constaté que le SH avait un impact minimal sur les recettes tarifaires et aucun impact sur les recettes provenant de la taxe sur les ventes, et qu'il facilitait le traitement des envois de faible valeur.

Coalition to Reduce Cyber Risk (CR2)

La CR2 a présenté au Groupe un exposé sur l'importance de la cybersécurité pour le commerce numérique. Il existe actuellement plus de 80 stratégies nationales différentes pour les infrastructures essentielles, qui définissent la portée de ces infrastructures, mais ne précisent pas les exigences de sécurité ex ante ni le processus et les délais de notification des incidents. Surtout, l'écosystème numérique repose sur la confiance, et les cyberattaques compromettent cette confiance, ce qui signifie que les entreprises doivent être en mesure d'adopter une approche intégrée de la cybersécurité, fondée sur le risque. Toutefois, de nombreuses politiques prescriptives les en empêchent. Il est également nécessaire que les gouvernements suivent les normes et les meilleures pratiques internationales, car des lois divergentes peuvent constituer des obstacles non tarifaires obligeant les entreprises à dupliquer leurs efforts en matière de cybersécurité, voire à quitter un marché par crainte de répercussions juridiques. Une utilisation cohérente des normes peut réduire la complexité et les coûts de la mise en conformité, et ainsi augmenter la participation des MPME au commerce international. L'alignement sur les normes internationales peut aussi améliorer les résultats en matière de sécurité et protéger ainsi les MPME qui sont les plus vulnérables aux cyberattaques. La cybersécurité est déjà mentionnée dans divers accords commerciaux, dont le PTPGP, la Déclaration des Ministres des finances du G-20, le RCEP et l'Accord sur l'économie numérique Australie-Singapour.

Cadre intégré renforcé (CIR)

Le Cadre intégré renforcé (CIR) a donné au Groupe des renseignements sur son projet de plate-forme de communication ASYCUDA-CDS au Vanuatu, élaboré en partenariat avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Union postale universelle (UPU). Étant donné que le commerce électronique continue de croître, le volume des petits envois transfrontières a lui aussi augmenté, surchargeant parfois les systèmes postaux nationaux. Compte tenu de ces changements, il a été reconnu que les services postaux nationaux et les administrations des douanes avaient besoin de nouvelles méthodes pour faciliter ce commerce, dont les MPME étaient souvent à l'origine. Gardant cela à l'esprit, la coopération entre le CIR, la CNUCED et l'UPU a permis de lancer un projet au Vanuatu pour faciliter le dédouanement par l'échange de renseignements avant l'arrivée/avant le départ entre les organismes concernés et automatiser les procédures de dédouanement. L'UPU et la CNUCED ont identifié 23 PMA dans lesquels une interface entre le système de déclaration en douane de l'UPU (CDS) et le système SYDONIA de la CNUCED pourrait également être mise en place et les membres intéressés du Groupe de travail sur les MPME ont été invités à demander des renseignements complémentaires.



EIF VANUATU ASYCUDA-CDS Communication Platform Project

Brief Overview



Enhanced Integrated Framework
Trade for LDC development

droit en ligne, de fournir des conseils sur le processus d'enregistrement et la sauvegarde des dossiers pour consultation ultérieure et, enfin, d'offrir un système d'enregistrement amélioré contenant des renseignements régulièrement actualisés et prévoyant des identifiants uniques pour les utilisateurs. S'agissant du guide législatif sur les entreprises à responsabilité limitée, les législateurs ont cherché à créer une forme d'entreprise flexible qui pourrait être adaptée aux MPME et être soutenue par une législation nationale autonome. En fin de compte, ces guides devraient profiter aux jeunes entreprises et aux MPME informelles qui cherchent à rejoindre l'économie formelle.

OMPI

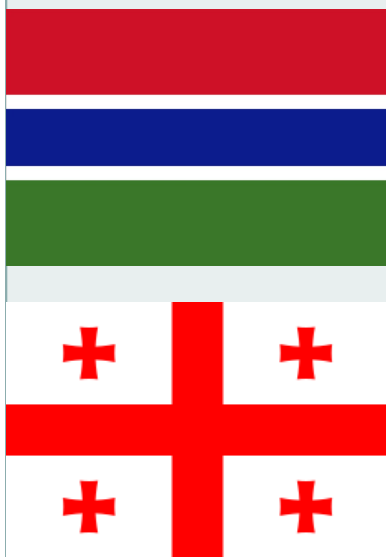
Le Directeur général de l'OMPI, Daren Tang, a présenté un exposé au Groupe de travail sur les MPME en juillet 2021. Les MPME ne savent pas toujours comment tirer le meilleur parti de la propriété intellectuelle ou de ses avantages potentiels pour accroître leur compétitivité et leur visibilité et écarter le risque de violer par inadvertance des contenus protégés, ce à quoi l'OMPI s'emploie activement à remédier. Le Directeur général, M. Tang, a informé le Groupe des travaux de l'OMPI visant à élaborer des outils de propriété intellectuelle pour soutenir l'innovation et la croissance des MPME, comme [l'outil de diagnostic en matière de propriété intellectuelle](#) et le [Programme d'aide aux inventeurs](#) pour mettre en relation les inventeurs et les MPME des économies en développement avec des conseils en brevets. M. Tang a également suggéré diverses façons dont le Groupe de travail sur les MPME pourrait incorporer la propriété intellectuelle dans l'ensemble de recommandations de 2020 et a invité les membres du Groupe à communiquer des renseignements sur les outils de l'OMPI à leurs mandants.

Le Groupe a également entendu un exposé de suivi présenté en novembre 2021 par le Directeur général adjoint de l'OMPI, Marco Aleman, au sujet des outils et mesures de soutien élaborés pour les MPME par la Division de la propriété intellectuelle pour les entreprises de l'OMPI. Ces ressources incluent un outil de diagnostic de propriété intellectuelle, des guides sur la propriété intellectuelle pour les entreprises (y compris des guides en cours d'élaboration sur la propriété intellectuelle et des technologies telles que l'intelligence artificielle et les mégadonnées), une liste des intermédiaires et des bureaux d'assistance en matière de propriété intellectuelle que les MPME peuvent contacter, une aide à la gestion de la propriété intellectuelle et des renseignements sur la propriété intellectuelle et le financement, comme le financement garanti par la propriété intellectuelle. En outre, la Division de la propriété intellectuelle pour les entreprises de l'OMPI soutient actuellement plusieurs projets et activités pour les MPME dans les économies de nombreux membres du Groupe de travail sur les MPME. L'OMPI travaille à la fourniture de services de formation et de soutien grâce au développement d'unités d'aide aux entreprises dans les offices nationaux de la propriété intellectuelle, à la cartographie des institutions intermédiaires pour les MPME et de leurs services, au Programme d'aide aux inventeurs (PAI) et aux programmes d'aide à la rédaction des demandes de brevet. Le DGA Aleman a fait part de la volonté de l'OMPI de fournir régulièrement des renseignements actualisés au Groupe de travail sur les MPME afin de maintenir un dialogue ouvert et de tenir le Groupe informé des efforts déployés par l'OMPI.



«Les MPME sont fondamentales pour nos économies - un gagnant -gagnant pour tout le monde - et l'emploi, et nous travaillons pour développer le potentiel des MPME dans le commerce international» - S.E. M. José Luis Cancela de l'Uruguay, Coordinateur du Groupe

BIENVENUE EN GAMBIE ET EN GÉORGIE!



La Gambie et la Géorgie sont devenues les membres les plus récents du groupe MPME en novembre 2021.

POURQUOI UN GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL POUR LES MPME?

Le Groupe de travail informel sur les MPME est une coalition de 93 Membres de l'OMC à différents stades de développement et de toutes les régions du monde qui ont en commun l'ambition d'améliorer l'accès aux marchés mondiaux pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Aujourd'hui, 95% des entreprises dans le monde sont des MPME. Bien qu'elles représentent 60% de l'emploi total dans le monde et entre 80 et 99% des entreprises immatriculées dans chaque pays, elles restent sous-représentées et se heurtent à un grand nombre d'obstacles lorsqu'elles veulent s'insérer dans le commerce international. Or lorsque les MPME réussissent à accéder aux marchés internationaux, elles peuvent alors jouer un rôle de catalyseur et permettre ainsi une meilleure répartition des retombées du commerce entre toutes les sections de l'économie. Le Groupe de travail informel sur les MPME entend agir pour que le système multilatéral produise ces retombées économiques grâce à une intégration plus poussée des MPME dans le commerce mondial.

THE ROAD TO BUENOS AIRES 2017

Le Groupe de travail informel sur les MPME a été institué par une déclaration conjointe adoptée à la faveur de la Conférence ministérielle de Buenos Aires en 2017. Cette déclaration trouve son origine dans une proposition de 2015 des Philippines présentant les MPME comme un secteur dynamique, et suggérant que "le Conseil général examine l'arrangement le plus approprié pour faciliter les discussions". En juillet 2016, le Brunéi Darussalam, la Malaisie, les Philippines, la RDP lao, Singapour et la Thaïlande ont rendu compte d'un atelier tenu en juin sur le thème "Accroître la participation des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) au commerce international" qui visait à faire mieux connaître le rôle des MPME dans le commerce international. En mai 2017, au Conseil général, un groupe de 47 Membres (en comptant les Membres de l'UE à titre individuel) a lancé un dialogue informel sur les MPME présidé par S.E. M. l'Ambassadeur Héctor Casanueva (Chili). En juin 2017, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay ont présenté une proposition visant à élaborer un programme de travail qui couvrirait des domaines tels que l'information et la transparence, la facilitation des échanges, le commerce électronique et le financement du commerce. Plusieurs ateliers, dont un sur les expériences régionales et nationales, se sont tenus en octobre 2017 dans la perspective de la onzième Conférence ministérielle afin de faire prendre conscience aux Membres de l'utilité d'un forum spécifique où débattre de la question des MPME à l'OMC. Un projet de déclaration ministérielle a été distribué avant la onzième Conférence ministérielle (veuillez [cliquer ici](#)).

LE GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL SUR LES MPME, POUR QUOI FAIRE?

Dans leur Déclaration conjointe de 2017 portant établissement du Groupe de travail informel, les Membres se sont engagés à examiner et à identifier des "solutions horizontales et non discriminatoires" pour améliorer la participation des MPME au commerce international. Le Groupe de travail informel cherche à élaborer

rer des solutions qui s'appliqueraient à toutes les entreprises mais qui pourraient être particulièrement avantageuses pour les MPME, tout en tenant compte des besoins propres aux pays en développement.

Coordonnateur général : S.E. M. l'Ambassadeur José Luis Cancela (Uruguay) (depuis janvier 2018).

Previous Chair: H.E. Mr Hector Casanueva of Chile (June 2017-January 2018).

Composition du Groupe de travail informel :

Afghanistan; Albanie; Antigua et Barbuda; Arabie saoudite; Argentine; Arménie; Australie; Belize; Brésil; Brunéi Darussalam; Canada; Chili; Chine; Colombie; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Dominique; El Salvador; Équateur; Fédération de Russie; Gambie; Géorgie; Grenade; Guatemala; Guyana; Honduras; Hong Kong, Chine; Islande; Israël; Japon; Kazakhstan; Kenya; Liechtenstein; Macédoine du Nord; Malaisie; Mexique; Mongolie; Monténégro; Myanmar; Nicaragua; Nigéria; Norvège; Nouvelle-Zélande; Pakistan; Paraguay; Pérou; Philippines; Qatar; RDP lao; République de Corée; République de Moldova; République dominicaine; République kirghize; Royaume de Bahreïn; Royaume Uni; Saint Kitts et Nevis; Saint Vincent et les Grenadines; Sainte Lucie; Singapour; Suisse; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Turquie; Ukraine; Union européenne; Uruguay; et Viet Nam.

Vous pouvez vous inscrire à cette Newsletter en envoyant un email à email-ersd@wto.org.



Groupe de Travail
Informel de l'OMC